

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



ALLOCUTION DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES,
L'HONORABLE MARK MACGUIGAN,
EN SA QUALITÉ DE PRÉSIDENT
D'HONNEUR DU CONSEIL DE L'OTAN
À LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DE
LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DU
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD,
LUXEMBOURG,
LE 17 MAI 1982

(TRADUCTION)

J'ai le plaisir de vous accueillir ici aujourd'hui. Je souhaite tout particulièrement la bienvenue à Francis Pym et à Léo Tindemans. Certes, ce ne sont pas des nouveaux venus au sein de l'Alliance, mais ils sont ici pour la première fois à titre de ministre des Affaires étrangères. De par la nature même du processus démocratique, la composition de notre groupe est appelée à changer. Toutefois, il ne fait de la sorte qu'acquérir une vitalité nouvelle, et je suis certain que nous en viendrons très rapidement à apprécier à leur juste valeur la présence et les conseils de nos nouveaux collègues.

Ayant signalé la présence de nos deux nouveaux collègues, je m'en voudrais de ne pas mentionner la demande d'adhésion présentée par l'Espagne. Si le processus n'est pas encore mené à terme, nous pouvons tous nous réjouir car tout indique que nous pourrions accueillir l'Espagne au conseil à Bonn en juin prochain.

J'aimerais également remercier le Secrétaire général et le Secrétariat international pour les arrangements en vue de notre réunion. Enfin, j'aimerais remercier tout particulièrement Madame Flesch et le Gouvernement du Luxembourg pour l'accueil exceptionnellement chaleureux qu'ils nous ont réservé. Le climat qui en est le fruit ne peut que contribuer au succès de nos délibérations.

La réunion qui s'ouvre aujourd'hui survient à un moment critique, avec à l'arrière-plan une situation internationale préoccupante. Par exemple, nous ne pouvons qu'être gravement préoccupés par la crise des îles Malouines où la Grande Bretagne défend le principe fondamental du non-recours à la force pour régler un différend international. Il y aura ce printemps une série de réunions qui conditionneront, dans une large mesure, la nature des relations Est-Ouest dans les années à venir. Notre propre réunion nous donne la possibilité de préparer la rencontre de nos chefs d'état et de gouvernement à Bonn en juin, ainsi que la deuxième Session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement, à New York. Ces réunions seront l'occasion de faire le point et d'explorer l'avenir des relations Est-Ouest.

Quels sont les obstacles? Quel est le défi que nous devons relever? Il ne fait aucun doute que les espoirs et les attentes rattachés à la détente dans les années 70 ont été battus en brèche par des actions telles que l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques et leur rôle dans la déclaration de la loi martiale en Pologne. Toutefois, je conçois la détente non comme une politique mais comme un processus, et il ne faut pas nécessairement inférer des difficultés actuelles que toutes nos politiques ont été erronées. Si la détente est en difficulté, on ne peut en imputer tout le blâme à l'agression soviétique. En effet, il faut aussi prendre en compte le désaccord entre l'Est et l'Ouest sur les résultats à attendre de la détente. Même en Occident, il existe des divergences à cet égard.

L'Est voyait dans la détente une façon de poursuivre la lutte idéologique par tous les moyens, sauf la guerre, tout en retirant de la coopération avec l'Ouest un maximum d'avantages, et notamment l'accès à la technologie et au capital de l'Occident, accès qui a servi dans certains cas à renforcer la capacité militaire de l'URSS.

Par contre, en Occident, la détente a signifié pour beaucoup des relations Est-Ouest plus normales, et une réduction des tensions, accompagnées d'avantages tangibles non seulement au chapitre des échanges commerciaux mais aussi en ce qui concerne les contacts humains, la réunion des familles et les droits de l'homme. Cependant, nous n'avons pas, en Occident, été en mesure d'assurer que la réduction des tensions ait comme contrepartie la modération de part et d'autre et des avantages authentiquement réciproques et, advenant des gestes inacceptables de la part des Soviétiques, à ce que les rapports Est-Ouest soient nécessairement modifiés en conséquence.

Toutefois, je crois qu'il est raisonnable de conclure que le processus de la détente a ouvert l'Europe de l'Est à de meilleurs contacts avec l'Ouest, créé la possibilité de développer un climat de confiance mutuelle et réduit le risque de conflit en Europe. De plus, il ne faudrait pas sous-estimer les actifs qu'il conserve. Il subsiste notamment un réseau étendu de forums de négociations Est-Ouest tels que les réunions d'examen de la CSCE et les pourparlers sur le désarmement et le contrôle des armes, et le dialogue se poursuit d'autre part entre les superpuissances comme en témoigne la possibilité d'un sommet entre les Présidents Brejnev et Reagan plus tard cette année. Toutefois, nous devons consolider les assises de la détente si nous voulons établir des relations Est-Ouest plus constructives, plus stables et plus durables.

Pour atteindre un tel objectif, il est essentiel que l'Alliance soit unie et qu'elle puisse ou veuille négocier avec un sentiment de force et de confiance. A notre réunion extraordinaire du 11 janvier, au cours de laquelle nous avons condamné la déclaration de la loi martiale en Pologne, nous avons fait preuve que nous sommes capables d'une telle communauté d'objectifs. Nous avons également fait la preuve de notre volonté en continuant d'appuyer la décision prise en 1979 d'aborder la modernisation des forces nucléaires à portée intermédiaire en Europe dans une double optique. Cette décision a d'ailleurs déjà porté ses fruits puisqu'elle a amené l'Union Soviétique à la table des négociations à Genève.

La solidarité et la communauté d'objectifs de l'Alliance ne sont pas possibles sans des consultations adéquates entre les membres. Dans l'idéal, de telles consultations devraient avoir pour objectif au point de départ de faire l'unanimité sur des objectifs communs sur la base d'évaluations communes. Toutefois, vu la diversité des intérêts nationaux, nous ne devons pas toujours attendre de ces consultations qu'elles débouchent sur des politiques communes. Toutefois, elles amélioreront considérablement les chances de réconcilier les conflits d'intérêt et d'harmoniser les politiques. D'ailleurs, ces consultations ne devraient pas se limiter seulement aux menaces que posent les agissements soviétiques aux intérêts de l'Alliance dans la zone OTAN. De récents développements nous ont rappelé comment les événements en dehors de la zone peuvent nous toucher et comment il est important que les membres de l'Alliance procèdent à des consultations suivies en vue de définir des objectifs communs quand nos intérêts sont en jeu. C'est là une exigence vitale lorsque certains membres de l'Alliance sont en mesure de répondre à des demandes d'assistance et d'aider à protéger la sécurité de pays en dehors de la zone OTAN. Dans de telles occasions, non seulement les puissances plus grandes mais également les puissances moyennes et petites au sein de l'Alliance ont un rôle à jouer.

Par ailleurs, il nous faut aussi veiller à ce que nos populations comprennent et appuient nos politiques. Lorsque je me suis adressé à vous en décembre dernier, j'ai souligné ma conviction qu'il nous fallait faire davantage à cet égard. Le besoin n'est pas moins évident aujourd'hui. Nos sociétés démocratiques se caractérisent par le fait que nos populations ont le droit d'être informées de nos politiques et des motifs qui les sous-entendent, et, facteur tout aussi important, qu'elles ont la liberté d'exprimer leur opposition à ces politiques. Nous chérissons ces droits et ces libertés. De fait, c'est là une différence essentielle entre nos sociétés libres et celles, fermées, du système soviétique.

Il nous faut tenir compte de nos propres opinions publiques, elles-mêmes influencées par la communauté internationale. Les dirigeants soviétiques n'ont pas à le faire. Ils peuvent même isoler les citoyens soviétiques de l'effet de l'opprobre international. Ainsi, lors de l'écrasante défaite que leur pays a subie au moment du vote sur l'Afghanistan à l'Assemblée générale des Nations Unies, le gouvernement soviétique s'assura que cette nouvelle ne soit jamais rapportée en Union Soviétique. Notre type de société est plus difficile à gouverner, mais à long terme, dès lors qu'elle repose sur une large volonté nationale, forgée de convictions profondes, cette société est à la fois plus forte et plus résistante.

En décembre dernier, nous avons convenu de la nécessité de convaincre nos populations que la double approche décidée par l'Alliance en 1979 était la réponse nécessaire à la menace que représentait le renforcement des forces nucléaires soviétiques en Europe. Nous avons bien vu qu'il fallait persuader le mouvement pacifiste que la véritable campagne pour le désarmement nucléaire ne doit pas se faire dans la rue mais à la table de négociation. Même si nous avons connu certains succès - et, à cet égard, je félicite le Secrétariat international et les délégations nationales pour le travail que représente le document de comparaison des forces de l'OTAN et du Pacte de Varsovie - mais nos efforts ne font que commencer. Nous devons entre autres rappeler constamment à nos populations que le contrôle des armements est une composante essentielle de la politique de sécurité de l'Alliance. Sinon, une minorité relativement petite à l'heure actuelle continuera de rallier des adhérents à l'argument du "Ça suffit" et à des solutions simplistes comme le gel des arsenaux nucléaires et l'engagement à ne pas recourir à l'arme nucléaire en premier.

Il est attrayant mais trompeur d'arguer qu'il y a déjà suffisamment d'armes nucléaires et conventionnelles pour détruire plusieurs fois notre civilisation et, par conséquent, que tous les systèmes devraient être gelés à leurs niveaux actuels. Il est facile de faire passer ce message auprès de personnes mal informées, tout comme d'ailleurs la prémisse apparemment raisonnable d'un engagement réciproque à ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier. Puisque notre message est plus complexe, nous devons user de plus d'habileté pour le transmettre.

Notre message doit faire ressortir que l'Alliance se consacre à maintenir la paix et à favoriser la sécurité dans le monde ainsi qu'à faire abandonner le recours à la force comme moyen de régler les différends. Nous devons souligner que, si l'Ouest acceptait des solutions rapides comme le désarmement unilatéral ou tout type de gel qui

perpétue la supériorité du Pacte de Varsovie, les risques de conflit s'en trouveraient accrus, non réduits. De plus, nous serions vulnérables à l'intimidation soviétique. Nous devons également faire comprendre que nous sommes contre le premier recours à la force. Une fois déclenchées, les hostilités engendrent leur propre dynamique incontrôlable de destruction.

La politique de sécurité de l'OTAN, qui a prouvé sa valeur depuis plus de 30 ans, est de maintenir des forces conventionnelles et nucléaires au niveau nécessaire pour montrer la non-rentabilité d'une agression dirigée contre la zone OTAN. Cette politique ne se résume pas à ce seul aspect. Nous cherchons également à réduire, par des accords Est-Ouest réalistes, équilibrés et vérifiables, le niveau des forces de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Défense et dissuasion, contrôle des armements et désarmements, ce sont là les deux faces de la sécurité. On ne peut les séparer qu'au prix du risque. On ne peut être prudent et les rechercher indépendamment l'un de l'autre. L'équilibre en matière de sécurité passe par l'un et l'autre volets.

Nous devons transmettre ce message très clairement à nos populations. Nous devons leur expliquer la contribution et la participation de chacun de nos pays à la politique de sécurité de l'OTAN. Nous devons leur rappeler que notre société est collective et que le dialogue nucléaire nous concerne tous. Nous avons tous appuyé la double décision de décembre 1979 et nous avons tous, au sein du groupe consultatif spécial, contribué, sous la direction des Etats-Unis, à l'élaboration de la stratégie de l'Alliance pour les pourparlers de Genève.

L'appui à la double décision peut évidemment prendre diverses formes. Même si aucun missile de portée intermédiaire ne sera basé au Canada, nous négocions par contre avec les Etats-Unis un accord en vue de l'essai des missiles de croisière désarmés en territoire canadien. Nous voulons ainsi appuyer la mise au point d'une meilleure capacité de dissuasion pour l'Alliance et ajouter aux raisons de poursuivre des négociations constructives sur le contrôle des armements.

Tôt ou tard, le contrôle des armes dans un secteur et pour un type de forces se répercute sur d'autres secteurs et d'autres types de forces. Je me suis réjoui à l'annonce faite récemment par le Président Reagan que les Etats-Unis étaient disposés à entreprendre des négociations sur les armes stratégiques cet été. J'applaudis à ce témoignage de leur détermination de rechercher des réductions majeures et je souscris à l'importance accordée à la réduction des systèmes déstabilisateurs. Je suis heureux également que

les Etats-Unis soient prêts à renseigner pleinement leurs alliés et à les consulter à chaque étape des négociations.

La déclaration du Président Reagan sur les INF le 18 décembre et sa récente proposition, le 9 mai, sur les START sont à ce stade, les témoignages les plus manifestes de notre politique commune de désarmement, telle qu'exprimée par le Chef de file de notre Alliance. Nous devons faire état de cette politique en toute occasion et nous attacher à en faire valoir le sérieux et la profondeur. Que ce soit aux yeux de nos opinions politiques ou à ceux de la communauté internationale, les négociations qui en résulteront sauront à la fois démontrer notre bonne foi et mettre à l'épreuve celle de l'Union Soviétique.

La tâche de négociation que nous nous sommes donnée n'est pas facile, mais comme il nous faut choisir entre une course aux armements et des négociations longues et ardues, je ne doute pas que nous préférerions tous -- comme l'autre camp d'ailleurs -- la deuxième solution. A l'évidence, l'Occident, avec ses grandes richesses et sa technologie supérieure, gagnerait à long terme toute course aux armements avec l'Union Soviétique. Mais, pour nous, une course aux armements représente un choix qui viscéralement nous répugne, le signe d'une carence de l'esprit qui va à l'encontre de cette largeur de vues qui caractérise l'Occident. L'Occident a bien plus à gagner qu'il ne risque de perdre d'une réduction équilibrée et véritable dans les niveaux actuels d'armements. Nous devons dès lors renouveler notre engagement à préserver notre sécurité à des niveaux réduits d'armements, à atténuer les tensions et, surtout, à édifier un monde plus sain et plus sûr pour tous.